

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION**

ROASEG

Volume 15 n°2 - Janvier 2023

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION
ROASEG
Volume 15-n°2**

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION**

**ROASEG
Volume 15
N°2**

Directeur de publication : Ahmadou Aly MBAYE
Directeur de rédaction : Ibrahima Samba DANKOCO
Rédacteur en chef : Ibrahima Thione DIOP
Secrétaire de la Rédaction : Fama GUEYE

Conseil scientifique

Tidjani BASSIROU
Nadejo BIGOU-LARE
Ibrahima Samba DANKOCO
Adama DIAW
Jean-Jacques EKOMIE
Dominique HAUGHTON
Gilbert NGBO AKE
Birahim Bouna NIANG
Bachir WADE
Barthélémy BIAO
Mohamed Ben Omar NDIAYE
Taladidia THIOMBIANO
Babacar SENE
Ndiack FALL

**Revue Ouest Africaine
de Sciences Economiques et de Gestion**

© FASEG, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (UCAD, Dakar, Sénégal).

Tous les droits réservés pour les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire partiellement ou totalement un article de la présente revue, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque motif que ce soit

Dépenses sociales et Croissance économique en Guinée

Facinet CONTE

Enseignant-Chercheur, Université Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (République de Guinée)

Résumé

L'objectif principal de ce papier est d'analyser la relation entre les dépenses sociales et la croissance économique en Guinée. Pour y parvenir, nous avons utilisé le modèle vectoriel autorégressif (VAR) sur les séries temporelles allant de 2000 à 2018. Les données utilisées proviennent de la Banque mondiale. Les résultats obtenus montrent qu'une relation de long terme ne peut être établie entre la croissance économique et les dépenses sociales en Guinée pour la période de l'étude. Cependant, à court terme, la croissance économique a un impact positif et significatif sur les dépenses en santé. Elle a un impact négatif et significatif sur l'indice des dépenses sociales. La recherche sur la nature de ces relations a montré qu'une relation causale unidirectionnelle allant de la croissance vers l'indice des dépenses sociales peut être établie.

Mots Clés : Croissance économique, dépenses sociales, relation causale

Classification JEL : E62, H53, O40

Introduction

Les études sur la croissance économique font sans doute partie des thèmes de recherche les plus prolifiques qui ont reçu une attention particulière dans la littérature économique. Aussi bien les chercheurs que les décideurs reconnaissent la croissance économique comme l'un des plus importants indicateurs de la santé économique d'un pays (Alper and Demiral, 2016).

Sur le plan théorique, les réflexions sur les déterminants de la croissance économique ont débuté avec la théorie néoclassique de la croissance exogène (Solow, 1956). Cette théorie a donné lieu à plusieurs travaux empiriques. La plupart de ces études ont été influencées par l'approche traditionnelle néoclassique qui soutenait l'idée selon laquelle, les politiques macroéconomiques notamment budgétaires n'avaient pas d'effet sur la croissance économique. Dès lors, seuls les facteurs économiques comme le stock de capital et de travail, le développement financier (Domar, 1946, Solow, 1956 ; Barro, 1991 ; Mankiw, 1995 ; Barro, 2001 ; Bassanini et Scarpetta, 2002 ; Hausmann, Pritchett, et Rodrik, 2005) étaient considérés comme les déterminants de la croissance économique.

Cependant l'approche traditionnelle néoclassique a suscité de nombreuses critiques qui ont abouti au développement de nouvelles théories de la croissance dites endogènes qui mettent l'accent sur la nature endogène de la croissance (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1990 ; Rebelo, 1991). Ces théories accordent une place de choix à l'État et estiment que ce dernier à travers ses actions peut affecter le taux de croissance économique aussi bien à court terme qu'à long terme. Ainsi, contrairement au modèle de croissance exogène, les modèles de croissance endogène prennent en compte les dépenses publiques notamment de santé, d'éducation, de défenses, de recherche et développement... dans la modélisation de la croissance des pays.

En dépit d'une abondante littérature sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique, force est de constater que les recherches se sont plus focalisées sur les dépenses publiques de façon agrégées, d'autres par contre ont mis en évidence certaines composantes des dépenses publiques réputées avoir d'importants effets sur la croissance économique, telles que la recherche et le développement (Furceri et Zdzienicka, 2012). Or les modèles de croissance endogène considèrent le capital humain comme un facteur important de la croissance économique (Stokey, 1991 ; Pyo, 1995) d'où l'intérêt de privilégier les dépenses sociales (de santé et d'éducation) comme un moyen de production d'un stock de capital humain susceptible d'impacter positivement le taux de croissance économique. Par exemple les travaux d' Afzal et al. (2010) soutiennent que les dépenses en éducation contribuent à la croissance économique en

augmentant les niveaux d'efficience et de productivité des individus. De nombreux auteurs se sont également intéressés à la contribution des dépenses en santé. Les conclusions de ces études montrent que l'investissement dans la santé permet d'avoir des travailleurs en bonne santé et plus productifs (Lusting, 2006 ; Barro, 2013).

Cette recherche se propose de contribuer au débat sur le lien entre dépenses publiques sociales et croissance. Dans les pays en développement, l'accent a été mis soit sur les dépenses publiques de manière globale, soit sur les dépenses d'investissement. Ce travail se propose de combler ce gap, en s'intéressant spécifiquement aux dépenses sociales. Plus spécifiquement, dans cette recherche, nous nous interrogeons sur le sens de la causalité entre les dépenses sociales et la croissance économique en Guinée, un pays caractérisé par un niveau de revenu par tête parmi les plus faibles du monde. Ainsi la question fondamentale qui alimentera la réflexion autour de ce thème est la suivante : quelle est la nature (unidirectionnelle ou bidirectionnelle) de la relation entre les dépenses sociales et la croissance économique en Guinée ?

Ainsi, l'objectif de ce papier est d'analyser la relation entre les dépenses sociales et la croissance économique. Il ne s'agit pas ici d'estimer l'effet des dépenses sociales sur la croissance économique, mais plutôt d'analyser le sens de causalité entre les deux variables. Pour ce faire sur le plan méthodologie, nous utiliserons un modèle vectoriel autorégressif appliqué sur les données macroéconomiques de la Guinée.

Le reste du papier s'articule autour de quatre (4) sections : la section II fait une revue des travaux antérieurs sur la relation entre les dépenses sociales et la croissance économique, la section III est consacrée à la méthodologie utilisée. Enfin, la dernière section présente les résultats de cette recherche.

1. Revue de la littérature

La définition au préalable des concepts de dépenses sociales et de croissance économique est un impératif pour la bonne compréhension de notre travail. Dans le dictionnaire d'économie et sciences sociales, la croissance économique est définie comme « l'augmentation soutenue pendant une longue période, de la production d'un pays ». Quant à François Perroux, la croissance est l'accroissement d'une unité économique réalisée dans les changements de structure et éventuellement de systèmes, accompagnés de progrès économiques variables. C'est donc un concept quantitatif et unidimensionnel. Elle dépend à la fois de l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés dans le processus de production, mais aussi de l'amélioration des techniques permettant de produire plus de biens et de services avec les mêmes quantités de facteurs de production. Une telle définition de la croissance économique ne capte que les variations quantitatives d'un seul agrégat économique comme le PIB généralement.

Les dépenses sociales, elles sont un ensemble constitué de plusieurs vecteurs. Elles ont donc été diversement définies par les auteurs. Fontvieille (1990), Carry (1999) et Michel (1999) la considèrent comme les dépenses d'éducation alors que pour Schilling (1995), il s'agit des dépenses de santé. Pour Reimat (1997) et Salais et *al* (1990) il s'agit respectivement des prises en charge de la vieillesse et du chômage. Enfin pour le FMI, il s'agit des dépenses inscrites au budget des administrations publiques en matière de protection sociale (assurance sociale, assistance), d'éducation et de santé.

Pour les besoins de cette recherche et compte tenu des données disponibles, nous considérons comme croissance économique, la croissance annuelle du PIB et comme dépenses annuelles, les parts des dépenses d'éducation et de santé dans le PIB.

L'effet des dépenses sociales sur les résultats socioéconomiques suscite d'énormes débats parmi les économistes. Ainsi donc, de nombreux travaux empiriques ont été réalisés sur le lien entre les dépenses sociales et la croissance économique. Ces analyses, pour la plupart basées sur la technique de l'économétrie des données de panel, ont abouti à des résultats controversés.

Analysant les effets des dépenses sociales sur la croissance économique, certains auteurs comme Cashin (1994), Castles et Dowrick (1990), Korpi (1985), McCallum et Blais (1987) et Perotti (1992, 1994) aboutissent à la conclusion d'un effet positif. En effet Cashin (1994), à l'aide des modèles de série temporelles, analyse la relation entre dépenses publiques, impôts et croissance économique puis aboutit à l'effet positif des dépenses sociales sur la croissance économique. Castles et Dowrick (1990) avaient abouti à des résultats similaires en évaluant

l'impact des dépenses publiques sur le niveau de croissance économique à moyen terme (1960-1985) au sein de l'OCDE. En effet, ces auteurs ont montré que les dépenses sociales n'influencent pas assez la croissance économique. Korpi (1985) avait obtenu un résultat similaire avec une série plus longue allant de 1930 à 1985. Oladele et al (2017) aboutissent également à un impact positif des dépenses sociales sur la croissance économique de l'Afrique du Sud. Idris et Bakar (2017) obtiennent également les mêmes résultats pour le Nigéria.

D'autres auteurs trouvent plutôt un effet négatif voir non significatif de la dépense sociale sur la croissance économique. Contrairement aux autres auteurs, Kristov et Lindert (1992) à l'aide des modèles temporels, aboutissent au résultat que les dépenses publiques (transferts sociaux en particulier) sont un luxe et donc un taux de croissance supérieur affaiblit la volonté d'aider les pauvres. Ces auteurs ont réussi dans leur article à mettre en évidence le rôle important de l'économie sur les dépenses sociales.

Kweka et Morrissey (2000) montrent à l'aide d'un modèle de croissance simple pour une série longue de 32 ans (1965-1996) que les dépenses sociales tanzaniennes n'ont pas eu un effet positif sur la croissance économique du pays. Il est plutôt ressorti une réduction de la croissance économique due aux dépenses de consommation gouvernementale. Évaluant l'effet stabilisateur des dépenses sociales sur la croissance économique à l'aide d'un modèle ARDL ainsi qu'un modèle à correction d'erreur, Uдах et Ogudo (2021) montrent que pour atteindre une croissance optimale, les dépenses sociales sénégalaises et gambiennes doivent représenter respectivement 67% et 74% de leur PIB. Ceci dit, le niveau actuel des dépenses sociales de ces pays est insuffisant pour impacter positivement leur croissance économique. Marinkov (2015) montre pour le cas spécifique de l'Afrique du Sud qu'une relation de long terme entre les dépenses sociales et la croissance économique n'est pas évidente. Toutefois, à court terme la croissance économique du pays influence le niveau des dépenses sociales du gouvernement. Albassam (2020) s'intéresse aux régions du Nord et du Centre de l'Afrique et conclut à une inefficience actuelle des systèmes de dépenses publiques et l'efficience de ces systèmes repose sur la combinaison de celle-ci avec d'autres facteurs (lutte contre la corruption, bonne gouvernance, etc.) influençant l'activité économique.

Bien que la littérature soit riche sur la question, on note toutefois qu'en Guinée, le débat sur la relation entre croissance économique et dépenses sociales reste encore trop fermé voir limiter dû au manque de données. Cette recherche se veut d'un apport considérable sur la question de par sa qualité d'analyse et rédactionnelle.

2. Méthodologie

Afin d'atteindre les objectifs fixés, nous adoptons la démarche méthodologique de Honlonkou et Bonou-Gbo (2019). Celle-ci consiste à déterminer au préalable le sens de la relation entre les dépenses sociales et la croissance économique à l'aide d'une modélisation VAR. Ensuite, vérifier la nature de la relation à l'aide d'un test de causalité entre les variables.

Le choix de la modélisation VAR regorge de nombreux avantages comme la non-spécification des variables dépendantes et indépendantes ; toutes les variables du VAR étant potentiellement endogènes. En effet, dans la littérature, il est ressorti que les dépenses sociales peuvent influencer la croissance économique et vice versa. La modélisation VAR nous permet de prendre en compte cet aspect dans notre travail.

Formellement la représentation matricielle d'un $VA(p)$ est :

$$Y_t = C + \varphi_1 Y_{t-1} + \dots + \varphi_p Y_{t-p} + U_t \quad (1)$$

$$\text{Avec } Y_t = \begin{pmatrix} Y_{1,t} \\ Y_{2,t} \\ \vdots \\ Y_{k,t} \end{pmatrix} \text{ un vecteur de } k \text{ variables } Y_{i,t} ; \varphi_i = \begin{pmatrix} a_{1,i}^1 & \dots & a_{1,i}^k \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ a_{k,i}^1 & \dots & a_{k,i}^k \end{pmatrix} \text{ une matrice d'ordre } k. \quad (2)$$

$$U_t = \begin{pmatrix} U_{1,t} \\ U_{2,t} \\ \vdots \\ U_{k,t} \end{pmatrix} \text{ est le bruit blanc, avec } U_{i,t} \hookrightarrow bb(0, \sigma_i^2). \quad (3)$$

Les données utilisées proviennent de la banque de données World Development Indicators (WDI) de la Banque Mondiale. Pour cause de données manquantes, la période d'étude va de 2000 à 2019. Constatant la faiblesse de la série, nous avons fait recours à des méthodes de trimestrialisations afin d'avoir une série assez longue pour passer aux tests et à la modélisation. De même pour creuser davantage la recherche de la causalité entre dépenses sociales et croissance économique, un indicateur de dépenses sociales est construit comme suit :

$$I_{dep_social} = \sqrt{Dépense_{santé}(\%PIB) * Dépense_{éducation}(\%PIB)} \quad (4)$$

3. Résultats

Dans cette partie consacrée à la présentation des résultats, nous présentons tout d'abord l'analyse descriptive de la base de données puis procédons à toutes les étapes préalables à la modélisation (stationnarité, cointégration, etc.).

3.1. Analyses descriptives

L'analyse descriptive de la base montre que la Guinée connaît une croissance moyenne de 4,42% au cours de la période 2000-2018. La croissance économique de ce pays a connu sa valeur minimale au lendemain de la crise des subprimes en 2009 (-1,12%) et son maximum en 2016 (10,83%). Les dépenses courantes en santé représentent moyennement 4,26% du PIB de la Guinée au cours de la période. Cette part est de 2,24% du PIB pour les dépenses publiques en éducation.

Tableau 1: Statistiques sommaires de base de données

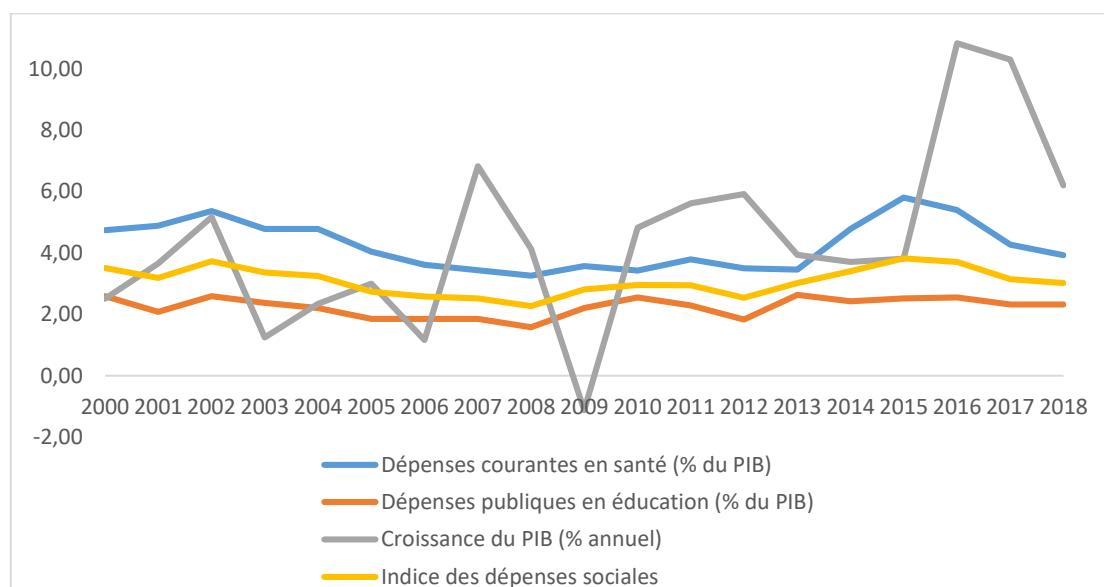
	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum
Croissance du PIB annuel (%)	4,42	2,91	-1,12	10,83
Dépenses courantes en santé en % du PIB	4,26	0,79	3,26	5,81
Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB	2,24	0,32	1,58	2,63
Indice des dépenses sociales	3,08	0,44	2,27	3,82

Source : Auteur, données WDI

La croissance économique guinéenne évolue en dent de scie au cours de la période d'analyse comme le montre le graphique ci-dessous. Toutefois, une tendance vers la hausse se dégage passant de 2,5% en 2000 à 6,2% en 2018 soit une hausse de près de 4% en 20 ans environ. Contrairement à la croissance économique, la part des dépenses courantes en santé dans le PIB dégage une tendance à la baisse avec de très faibles fluctuations durant la période 2000-2018.

Les dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB guinéen quant à elles demeurent stables au cours de la période. En effet, celle-ci fluctue autour de sa valeur moyenne qui est de 2,24%.

Graphique 1: Évolution de la croissance économique et des dépenses sociales en Guinée



Source : Auteur, données WDI.

3.2. Analyses préliminaires : stationnarité, cointégration, retard maximal

✚ Stationnarité des données

La stationnarité étant nécessaire pour toute analyse d'une série temporelle, nous faisons recours au test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) en niveau et en différence première afin de la vérifier sur nos séries. Sous hypothèse nulle de présence d'une racine unitaire dans la série, les résultats montrent que toutes nos séries sont intégrées d'ordre 1. C'est-à-dire non-stationnaire en niveau, mais stationnaires en différence première. Le reste du travail se fera ainsi sur les séries différenciées qui sont stationnaires.

Tableau 2: Résultats des tests ADF sur la stationnarité des variables

Variable	Niveau	Différence 1 ^{ère}	Intégration
Croissance du PIB annuel	0.86	0.00	I (1)
Dépenses courantes en santé en % du PIB	0.50	0.03	I (1)
Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB	0.61	0.00	I (1)
Indice des dépenses sociales	0.58	0.02	I (1)

Source : Auteur, données WDI

Test de cointégration

Afin de vérifier l'existence d'une relation probable de long terme entre la croissance économique et les dépenses sociales, un test de cointégration a été mené entre ces variables. Le test de Johansen est celui utilisé pour ce faire. Il ressort des résultats qu'aucune relation de long terme ne peut être établie entre la croissance économique et les différentes dépenses sociales.

De même, aucune relation de cointégration n'a été établie entre la croissance économique et l'indice des dépenses sociales en Guinée pour la période de 2001 à 2017.

Ces résultats nous réconfortent dans le choix d'aller vers des modèles VAR.

Choix du nombre de retards

Les critères d'informations AIC¹ et SC² ont été utilisés pour le choix du nombre maximal de retards à retenir pour nos modèles. Les résultats obtenus pour le premier modèle suggèrent de considérer 2 comme le nombre de retards maximal selon le critère SC et 5 selon l'AIC. Toutefois, en vertu du principe de parcimonie, nous retenons le minimum des deux retards (VAR (2)).

Le nombre de retards maximal à retenir pour la modélisation entre la croissance économique et l'indice des dépenses sociales est de 5 selon les deux critères.

3.3. Interprétations des modèles

Les résultats de l'estimation du modèle VAR entre la croissance économique et les dépenses en santé et d'éducation en Guinée procurent très peu de coefficients significatifs. Globalement, il ne ressort qu'aucune des dépenses sociales n'est significative pour expliquer l'évolution de la croissance économique guinéenne. À contrario, il existe une relation positive et significative entre la dépense courante en santé et la croissance économique retardée d'ordre 2.

¹ Information Critère d'information d'Akaiké

² Critère d'information de Schwarz

Tableau 3: Résultats du modèle VAR entre la croissance économique et les dépenses sociales

	Croissance du PIB annuel	Dépenses courantes en santé en % du PIB	Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB
Croissance du PIB annuel (-1)	-0,09 (0,11) [-0,77876]	-0,01 (0,02) [-0,33951]	-0,01 (0,01) [-0,70365]
Croissance du PIB annuel (-2)	-0,51* (0,11) [-4,61705]	0,04* (0,02) [2,11591]	0,02 (0,01) [1,93709]
Dépenses courantes en santé en % du PIB (-1)	0,11 (0,57) [0,18811]	0,02 (0,10) [0,18952]	0,03 (0,06) [0,49706]
Dépenses courantes en santé en % du PIB (-2)	-0,66 (0,59) [-1,11734]	-0,63* (0,10) [-6,09506]	0,01 (0,06) [0,12344]
Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB (-1)	-0,44 (1,06) [-0,40987]	0,04 (0,19) [0,23787]	-0,18 (0,11) [-1,59122]
Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB (-2)	-1,63 (1,06) [-1,54096]	-0,12 (0,18) [-0,63498]	-0,48* (0,11) [-4,37455]
Determinant resid covariance (dof adj.)		0,01	
Determinant resid covariance		0,01	
Log likelihood		-112,27	
Akaike information criterion		4,01	
Schwarz criterion		4,61	
Number of coefficients		18,00	

Source : Auteur, données WDI

Notes : les valeurs entre parenthèses représentent les écarts types des coefficients et celles entre crochets les statistiques de Student. Les coefficients indexés d'une étoile sont significatifs à 5%.

La même modélisation effectuée entre la croissance économique et l'indice des dépenses sociales révèle que l'indice des dépenses sociales n'est pas statistiquement significatif pour expliquer la croissance économique de la Guinée au cours de la période 2001 à 2017. Toutefois, la croissance économique retardée d'ordre 5 influe négativement et de manière significative sur l'indice des dépenses sociales.

Tableau 4: Résultats du modèle VAR entre la croissance économique et l'indice des dépenses sociales de la Guinée

	Croissance du PIB annuel	Indice des dépenses sociales
Croissance du PIB annuel (-1)	0,09 (0,14) [0,69109]	-0,02 (0,01) [-1,75736]
Croissance du PIB annuel (-2)	-0,67* (0,12) [-5,55170]	0,02 (0,01) [1,86314]
Croissance du PIB annuel (-3)	0,32* (0,15) [2,17196]	-0,03 (0,01) [-1,86322]
Croissance du PIB annuel (-4)	-0,42* (0,13) [-3,29752]	-0,02 (0,01) [-1,51313]
Croissance du PIB annuel (-5)	0,17 (0,15) [1,14314]	-0,03* (0,01) [-1,99933]
Indice des dépenses sociales (-1)	-1,06 (1,33) [-0,79416]	0,16 (0,12) [1,27836]
Indice des dépenses sociales (-2)	-0,11 (1,22) [-0,08780]	-0,73* (0,11) [-6,54769]
Indice des dépenses sociales (-3)	-0,01 (1,43) [-0,00708]	0,53* (0,13) [4,00391]
Indice des dépenses sociales (-4)	2,08 (1,22) [1,70167]	-0,13 (0,11) [-1,17288]
Indice des dépenses sociales (-5)	1,07 (1,24) [0,86359]	0,45* (0,11) [3,94458]
Determinant resid covariance (dof adj.)	0,05	
Determinant resid covariance	0,03	
Log likelihood	-70,85	
Akaike information criterion	2,93	
Schwarz criterion	3,62	
Number of coefficients	20,00	

Notes : les valeurs entre parenthèses représentent les écarts types des coefficients et celles entre crochets les statistiques de Student. Les coefficients indexés d'une étoile sont significatifs à 5%.

3.4. Tests de causalité

Les résultats des deux modélisations ont permis de faire ressortir des relations entre la croissance économique et la dépense sociale en santé d'une part, puis avec l'indice des dépenses sociales d'autres part. Toutefois, ces résultats ne donnent pas le sens de la relation. Afin de vérifier le sens des relations établies, nous faisons recours au test de causalité au sens de Granger. Sous l'hypothèse nulle d'absence de causalité, les résultats présentés dans le tableau ci-dessous montrent qu'il n'y a pas de relation causale entre la croissance économique, les dépenses courantes de santé et les dépenses publiques d'éducation pour la période de 2000 à 2018 en Guinée.

Tableau 5: Résultats du test de causalité au sens de Granger

Hypothèse nulle	Probabilité
Dépenses courantes en santé en % du PIB ne cause pas la Croissance du PIB annuel	0,51
Croissance du PIB annuel ne cause pas les Dépenses courantes en santé en % du PIB	0,5
Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB ne cause pas la Croissance du PIB annuel	0,53
Croissance du PIB annuel ne cause pas les Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB	0,52
Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB ne cause pas les Dépenses courantes en santé en % du PIB	0,33
Dépenses courantes en santé en % du PIB ne cause pas les Dépenses publiques en éducation en (%) du PIB	0,54

Source : Auteur, données WDI.

Le test de Granger montre qu'une relation causale peut être établie entre la croissance économique guinéenne et son indice des dépenses sociales. Cette relation est unidirectionnelle et va de la croissance économique vers l'indice des dépenses sociales. En d'autres termes, la croissance économique a un effet causal sur le niveau de l'indice des dépenses sociales de la Guinée.

Tableau 6: Test de causalité de Granger entre croissance économique et indice des dépenses

Hypothèse nulle	Probabilité
Indice des dépenses sociales ne cause pas la Croissance du PIB annuel	0,26
Croissance du PIB annuel ne cause pas l'Indice des dépenses sociales	0,04

Source : Auteur, données WDI.

3.5. Discussion des résultats

Dans la première modélisation, nous avons trouvé qu'une relation positive significative, mais non causale peut être établie entre les dépenses courantes de santé et la croissance économique guinéenne. Ce résultat est conforme à ceux trouvés par Oladele et al (2017) pour l'Afrique du Sud, Idris et Bakar (2017) pour le Nigéria. Toutefois, cette relation positive n'est vérifiée que pour la croissance retardée d'ordre 2. Ces résultats suggèrent qu'il existe très peu de lien entre les dépenses sociales engagées en Guinée et la croissance. En d'autres termes, les dépenses sociales restent encore impertinentes et insuffisantes pour avoir les effets économiques attendus.

À contrario, les résultats de la deuxième modélisation confirment ceux trouvés par Kristov et Lindert (1992), Kweka et Morrissey (2000) pour la Tanzanie et Marinkov (2015) pour l'Afrique du Sud qui affirment qu'une forte croissance passée est source de baisse du niveau des dépenses sociales considérées comme un luxe. Il en est de même de l'absence d'une relation de long terme trouvée dans cette recherche et conforme à ce que dit la littérature sur la question.

Conclusion

Au terme de ce travail qui s'est appesanti sur l'analyse de la relation entre la croissance économique et les dépenses sociales en Guinée pour la période 2000-2018, il est ressorti que prises individuellement, il existe une relation positive non causale entre les dépenses sociales notamment celles en santé et la croissance économique. Toutefois, une relation causale négative est détectée entre la croissance économique et l'indice des dépenses sociales. Témoignant que les politiques de croissance économique actuelle de la Guinée sont en défaveur de la prise en charge des couches vulnérables. Ces résultats ont d'importantes implications de politiques économiques et appellent les décideurs à orienter les politiques de croissance économique vers celles prenant en compte le développement social en Guinée.

Références bibliographiques

- Albassam (2020). Government spending and economic growth in the Middle East and North Africa region
- Alper, F.O. and Demiral, M. (2016), “Public Social Expenditures and Economic Growth: Evidence from Selected OECD Countries”, *Research in World Economy*, Vol. 7 No. 2, p. 44.
- Barro, R.J. (2013). Education and economic growth. *Annals of Economics and Finance*, 14(2), 301-328
- Furceri, D. and Zdzienicka, A. (2012), “The Effects of Social Spending on Economic Activity: Empirical Evidence from a Panel of OECD Countries*”, *Fiscal Studies*, Vol. 33 No. 1, pp. 129–152.
- Gumede (2019). The Nexus between Social Spending and Economic Growth in South Africa: A Cointegration Approach
- Idris & Bakar (2017). Public Sector Spending and Economic Growth in Nigeria: In Search of a Stable Relationship
- Josaphat & Oliver (2000). Government spending and economic growth in Tanzania, 1965 - 1996
- Lustig, N. (2006). Investing in health for economic development: The case of Mexico. UNU-WIDER Research Papers, 2006/30. Retrieved from <http://www.wider.unu.edu/sites/default/files/rp2006-30.pdf>
- M.F. Oladele et al. (2017). The role of government spending on economic growth in a developing country
- Marinkov (2015). The Effects of Social Spending on Economic Activity in South African Provinces
- Rebelo, S.T. (1991). Long-run policy analysis and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 99(3), 500-521. <http://dx.doi.org/10.3386/w3325>
- Romer, P.M. (1986). Increasing returns and long run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037. <http://dx.doi.org/10.1086/261420>
- Solow, R.M. (1956). Contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94. <http://dx.doi.org/10.2307/1884513>
- Sirén (2019). Is there anything Left? The politics of social spending in new democracies

Udah & Ogudo (2021). Stabilization Effects of Social Spending on Economic Growth in Selected West African Countries

REVUE OUEST AFRICAINE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

ROASEG

Volume 15 n°2 Janvier 2023



**Faculté des Sciences Économiques
Et de Gestion
Université Cheikh Anta Diop**